

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES
(C. P. S.)



AE

4

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPÉCIALES

Marché n°..... / 2026.

Passé en application de l'article 19 et 21 du décret N°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Entre les soussignés :

d'une part : L'OFFICE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE LA PROMOTION DU TRAVAIL (O.F.P.P.T.), représenté par son Directeur Général,

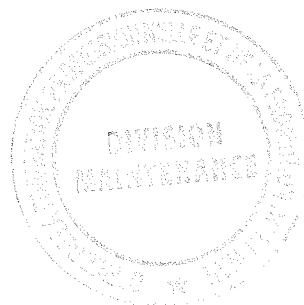
Et,

D'autre part :

La société :

- Titulaire du compte (à la Trésorerie Générale, bancaire, ou postal) ouvert à mon nom (ou au nom de la société) à.....(localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB) numéro.....
- Adresse du siège social de la société :
- Adresse du domicile élu :
- Affiliée à la CNSS sous le n° :
- Inscrite au registre de commerce de (localité) sous le n° :
- Patente n° :
- N° d'identification Fiscale
- ICE.....
- Représentée par : Monsieur

Agissant au nom et pour le compte de ladite société en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés



CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES :

ARTICLE N°1 : OBJET DU MARCHÉ ET MODE DE PASSATION

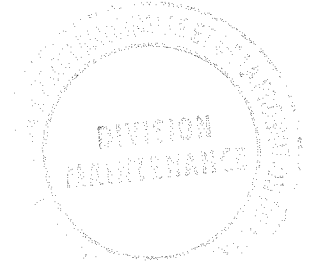
Objet : La réparation et la mise à niveau de l'alimentation électrique du DATACENTER au niveau du siège de l'OFPPT.

Le présent marché est passé par application de l'alinéa 1 du paragraphe I de l'article 19 et de l'alinéa b) du paragraphe 3 de l'article 20 du décret relatif aux marchés publics.

ARTICLE N°2 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

Les documents contractuels sont par ordre de priorité :

- 1- L'acte d'engagement,
- 2- Le présent cahier des prescriptions spéciales complété par l'offre technique,
- 3- Le bordereau des prix - détail estimatif,
- 4- L'offre technique du titulaire,
- 5- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'Etudes et de Maîtrise d'œuvre passées pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO), approuvé par le décret n° 2-01-2332 du 22 Rabii I 1423 (04 Juin 2002) ;



ARTICLE N°3 : AUTRES TEXTES APPLICABLES

Le titulaire du marché est soumis aux dispositions notamment des textes suivants :

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'Etudes et de Maîtrise d'œuvre passées pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO), approuvé par le décret n° 2-01-2332 du 22 Rabii I 1423 (04 Juin 2002).
- La loi n°69-00 relative au contrôle financier de l'Etat sur les entreprises publiques et autres organismes (B.O. n°5170 du 18/12/2003).
- L'arrêté 2-3663 du 13/07/2005 portant organisation financière et comptable de l'OFPPT.
- Le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n°112-13 relative au nantissement des marchés publics.
- Les textes officiels réglementant la main d'œuvre et les salaires.
- Le dahir n°1.85.347 du 20/12/1985 relatif à l'institution générale de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).
- La décision du Ministre des Finances et de la Privatisation - DEPP n° 174/26/DEPP du 26 Janvier 2026 fixant le visa préalable du contrôleur d'Etat de l'OFPPT pour les marchés de fournitures et de prestation de service dont le montant est supérieur à 2 500 000,00 DHS.

Ainsi que tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés publics rendus applicables à la date limite de réception des offres.

ARTICLE N°4 : CARACTERE DES PRIX

Les prix des prestations objet du présent marché sont fermes.

Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date limite de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix de règlement.

ARTICLE N°5 : NATURE DES PRIX

Le présent marché est à prix unitaires.

Les sommes dues au titulaire sont calculées par application des prix unitaires portés au bordereau des prix ou bordereau des prix détail estimatif, le cas échéant, joint au présent cahier des prescriptions spéciales, aux quantités réellement exécutées conformément au marché.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au prestataire de services une marge pour bénéfice et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail.

AE

ARTICLE N°6 : DROITS DE TIMBRES.

Le prestataire de service doit acquitter les droits de timbre du marché, tels qu'ils résultent des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE N°7 : DUREE ET DELAIS D'EXECUTION DU MARCHE

Le délai contractuel pour l'exécution des prestations objet du présent marché est de deux mois (2 mois). Il commence à courir à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant le commencement des prestations objet du présent marché.

ARTICLE N°8 : PENALITES

Le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité d'un pour mille (1/1000) par jour calendaire de retard, calculé sur la base du montant initial du marché, avec prise en compte des éventuels avenants.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au titulaire.

L'application de ces pénalités ne libère en rien Le prestataire de services de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché.

Le montant global des pénalités au titre des retards est plafonné à huit pour cent (8) % du montant initial du marché augmenté le cas échéant du montant des avenants.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable du titulaire et sans préjudice de l'application des autres mesures coercitives prévues à l'article 52 du CCAG-EMO.

ARTICLE N°9 : CAUTIONNEMENTS PROVISOIRE ET DEFINITIF

Le montant du cautionnement provisoire est : **8000 DH**

Le cautionnement provisoire reste acquis au maître d'ouvrage notamment dans les cas cités à l'article 15 du CCAG- EMO.

Le cautionnement provisoire est restitué au titulaire du marché selon les dispositions de l'article 16, paragraphe 1 du CCAG-EMO.

Le montant du cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3%) du montant du marché arrondi au dirham supérieur.

Le cautionnement définitif doit être constitué dans les vingt (20) jours qui suivent la notification de l'approbation du marché.

N.B : Les cautions personnelles et solidaires doivent être choisies parmi les établissements marocains agrès à cet effet conformément à la législation en vigueur.

ARTICLE 10 : GARANTIE

Le titulaire garantit que tout équipement livré en exécution du marché est neuf, n'a jamais été utilisé, est du modèle le plus récent en service et inclue toutes les dernières améliorations en matière de conception et de matériau sauf si le marché en a disposé autrement.

Le titulaire garantit en outre que tout l'équipement livré en exécution du marché n'aura aucune défectuosité due à sa conception, aux matériaux utilisés ou à sa mise en œuvre (sauf dans le cas où la conception et/ou le matériau requis par les spécifications du marché), qui peut se révéler pendant l'utilisation normale de l'équipement livré, dans les conditions prévalant dans les Etablissements de Formation Professionnelles de l'OFPPT.

Pendant la période de garantie, les techniciens du fournisseur interviendront dans un délai de 15 jours à partir du lendemain de la notification au fournisseur par l'OFPPT des pannes des équipements concernés.

Les frais de récupération ou de remplacement des équipements défectueux sont à la charge exclusive de ce dernier.

ARTICLE 11 : RETENUE DE GARANTIE

Conformément à l'Article 40 du C.C.A.G-EMO, une retenue d'un dixième (1/10) sera effectuée sur le montant des acomptes.

La retenue de garantie cessera de croître lorsqu'elle aura atteint sept pour cent (7%) du montant initial du marché augmenté le cas échéant du montant des avenants.

Toutefois, cette retenue de garantie pourra être remplacée, à la demande du titulaire, par une caution personnelle et solidaire dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

N.B : Pour le titulaire étranger, le cautionnement de la retenue de garantie doit être avalisé par une banque marocaine.

ARTICLE 12 : DELAI DE GARANTIE

Le délai de garantie est fixé à Une année (01) pour les prestations objet du marché.

Pour les prestations objet du marché. Il court à partir de la date de réception provisoire de ces équipements.

Le délai de garantie suscité concerne tous les items mentionnés dans le bordereau des prix – détail estimatif, et est exigé du titulaire après la date du procès-verbal de réception provisoire.

ARTICLE 13 : MODALITES DE RECEPTION DES EQUIPEMENTS.

L'OFPPT procédera à la réception dans le site bénéficiaire :

La réception n'est prononcée qu'une fois les prestations, vérifiées conformes, satisfait aux essais exigés.

ARTICLE N° 14 : RECEPTION DES PRESTATIONS**1- Réception provisoire**

La réception provisoire du marché n'est prononcée que lorsque tous les équipements sont livrés, vérifiés conformes et une fois tous les essais ont été déclarés satisfaisants par le(s) représentant(s) de l'OFPPT.

La réception provisoire du marché correspondra à la dernière date de réception.

2- Réception définitive

Le titulaire demandera à l'OFPPT d'organiser la réception définitive vingt jours au plus tard avant l'expiration du délai de garantie.

Un planning de réception définitive sera communiqué par l'OFPPT au titulaire en lui précisant les lieux et les dates de réceptions définitives.

Le titulaire prendra les dispositions nécessaires pour se faire représenter à ces opérations qui seront sanctionnées par un procès-verbal de réception définitive locale.

Si au moment de la réception définitive, il est reconnu que certaines réserves concernant les prestations objet du présent marché ayant fait l'objet d'une notification, le titulaire disposera d'un délai d'un (1) mois maximum pour lever la ou les réserves en question et le délai de garantie est prolongé jusqu'à ce que ces réserves soient levées par le titulaire.

A défaut, l'O.F.P.P.T. peut effectuer les réparations ou remplacements aux frais du titulaire de marché ou prendre d'autres mesures correctives.

ARTICLE N°15 : MODALITES DE PAIEMENT

L'OFPPT procédera au paiement des articles livrés et réceptionnés conforme.

Le titulaire adressera à l'OFPPT les factures en 6 exemplaires originales portant la date de la facture, le numéro de la facture, l'objet et le numéro du marché.

Les sommes dues au titulaire seront réglées à son compte dont le numéro est précisé dans le marché.

Tout changement du numéro de compte doit faire l'objet d'un avenant.

AC

ARTICLE N°16 : SOUS –TRAITANCE

Si le prestataire envisage de sous-traiter une partie du marché, il doit notifier au maître d'ouvrage :

- l'identité, la raison ou la dénomination sociale, et l'adresse des sous- traitants
- le dossier administratif des sous-traitants, ainsi que leurs références techniques et financières ;
- la nature des prestations et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ;
- le pourcentage desdites prestations par rapport au montant du marché ;
- et une copie certifiée conforme du contrat de sous-traitance.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises prévues à l'article 27 du décret n° 2-22-431 du 8 mars 2023.

La sous-traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché.

Les prestations d'installation et mise en service de l'onduleurs et ATS ne peuvent pas faire l'objet de sous-traitance.

Le titulaire du marché est tenu de présenter au maître d'ouvrage les documents justifiant le paiement, par ses soins, des sommes dues au sous-traitant au fur à mesure de l'exécution des prestations sous-traitées.

Le titulaire du marché demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant du marché tant envers le maître d'ouvrage que vis-à-vis des ouvriers et des tiers. Le maître d'ouvrage ne se reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants.

ARTICLE N°17 : DOMICILE DU TITULAIRE

Le titulaire du marché est tenu d'élire domicile au Maroc, qu'il doit indiquer dans l'acte d'engagement, ou le faire connaître au maître d'ouvrage dans le délai de quinze (15) jours à partir de la notification, qui lui est faite, de l'approbation de son marché.

Faute par lui d'avoir satisfait à cette obligation, toutes les notifications qui se rapportent au marché sont valables lorsqu'elles ont été faites au siège de l'entreprise, dont l'adresse est indiquée dans le cahier des prescriptions spéciales.

En cas de changement de domicile, le titulaire est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

ARTICLE N°18 : VALIDITE DU MARCHE

Le marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après sa signature par l'autorité compétente de l'Office ou par son délégataire dûment désigné et son visa par le Contrôleur d'Etat, lorsque ledit visa est requis.

ARTICLE N°19 : DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE

L'approbation des marchés doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante (60) jours, à compter de la date fixée pour l'ouverture des plis.

Les conditions de prorogation de ce délai sont fixées par les dispositions de l'article 143 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics.

ARTICLE N°20 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

En application des dispositions de l'article 20 du CCAG-EMO, le titulaire doit souscrire, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur, les polices d'assurances qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du présent marché.

AE

ARTICLE N°21 : PROTECTION DES EMPLOYES DU TITULAIRE DU MARCHÉ

Les choix des collaborateurs du titulaire et la protection de ses employés sont celles prévues par les dispositions des articles 18 et 20 du CCAG-EMO.

ARTICLE N°22 : NANTISSEMENT

Sous réserve de l'entrée en vigueur des dispositions de l'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics, notamment son « Chapitre IX : Conditions et modalités de dématérialisation du nantissement des marchés publics », en cas de nantissement du marché, le Maître d'ouvrage remet au titulaire du marché, sur sa demande et contre récépissé, une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signée et indiquant que ladite copie est délivrée en unique exemplaire destiné à former titre pour le nantissement du marché public, conformément aux dispositions du dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics, étant précisé que :

- La liquidation des sommes dues par l'Office de la formation Professionnelle et de la Promotion du Travail en exécution du présent marché sera opérée par les soins de la Directrice Générale de l'O.F.P.P.T ou son délégataire.
- Le fonctionnaire chargé de fournir au titulaire du futur marché ainsi qu'à bénéficiaire des nantissemements ou subrogations les renseignements, qui ont été prévus à l'article 8 du dahir susvisé, est la Directrice Générale de l'OFPPT ou son délégataire.
- Les paiements prévus au présent marché seront effectués par le Trésorier Payeur de l'OFPPT seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du présent marché.
- Les frais de timbre et d'enregistrement de l'original du présent marché ainsi que de l'exemplaire unique sont à la charge du titulaire du marché.

ARTICLE N°23 : RESILIATION DU MARCHÉ

Le marché peut être résilié par l'OFPPT de plein droit dans tous les cas de figure prévus par les textes en vigueur ; le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services passés pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO).

Le marché peut être résilié si l'un des parties signataires du marché ne respecte pas ses obligations contractuelles, si des événements de force majeure surviennent, ou si des motifs d'intérêt général le justifient.

ARTICLE N°24 : MESURES COERCITIVES

Il sera fait application des mesures coercitives prévues la CCAG-EMO, notamment celle prévues dans l'article 52. Lorsque le titulaire ne se conforme pas, soit aux stipulations du marché, soit aux ordres de service qui lui sont donnés par l'OFPPT, l'autorité compétente le met en demeure d'y satisfaire dans un délai de quinze (15) jours à dater de la notification de la mise en demeure.

Passé ce délai, si le titulaire n'a pas exécuté les dispositions prescrites, l'autorité compétente peut prononcer la résiliation pure et simple du marché, assortie de la confiscation du cautionnement définitif.

ARTICLE 25 : VERSEMENT A TITRE D'AVANCE AU TITULAIRE DU MARCHÉ

Conformément au décret n° 2-14-272 du 14 Rajab 1435 (14 Mai 2014) relatif aux avances en matière des marchés publics, le titulaire du marché a droit à une avance qui sera calculée par application de l'article 5 du décret susmentionné. Le taux d'avance est fixé à 10% du montant du marché dans les conditions de l'article 2 et 5 du décret. Le titulaire du marché est tenu de constituer préalablement à l'octroi de l'avance, une caution personnelle et solidaire s'engageant avec lui à rembourser la totalité du montant des avances consenties par le maître d'ouvrage. La révision des prix n'est pas prise en compte dans le calcul du montant de l'avance. Les taux et les conditions de versement ne peuvent pas être modifiés par avenant. Il ne peut être modifié même à

l'occasion d'avenants ayant pour effet d'augmenter ou de diminuer le montant du marché. Le remboursement de cette avance sera effectué par déduction sur chaque acompte d'un montant égal à 25%, de manière que le remboursement de la totalité de l'avance soit opéré lorsque le montant des prestations exécutées aura atteint 80% du montant du marché. Si le marché ne donne pas lieu à versement d'acomptes et fait l'objet d'un seul règlement, l'avance est récupérée en une seule fois par précompte sur le règlement.

ARTICLE N°26 : PROMOTION DE L'EMPLOI LOCAL

En application de l'Article 149 du décret 2-22-431, le titulaire du marché s'engage pour contribuer à la promotion de l'emploi de la main d'œuvre locale et ce via le recrutement au moins d'un effectif de 20% du personnel issus de la Région bénéficiaire pour la réalisation des prestations objet du présent marché.

CHAPITRE II : CLAUSES ET PRESCRIPTIONS TECHNIQUES :

Prix N°01 : La réparation et la mise à niveau de l'alimentation électrique du DATACENTER au niveau du siège de l'OFPPT

1. Objet de la prestation

La présente prestation a pour objet la réparation, la sécurisation et la mise à niveau complète de l'alimentation électrique du Datacenter, afin d'assurer une continuité de service optimale et une redondance électrique conforme aux bonnes pratiques.

2. Remplacement de l'onduleur (UPS)

Le prestataire devra procéder au remplacement de l'onduleur existant (40 kVA) endommagé par un équipement neuf équivalent ou supérieur, répondant aux caractéristiques minimales suivantes :

- Puissance nominale : 40 kVA
- Entrée (Input) : Triphasé (3P + N + Terre)
- Tension d'entrée entre 305 Vac et 485 Vac
- Tension de sortie : Sélectionnable 380/400/415±1%
- Courant maximal : 72 A
- Fréquence d'entrée : 40-70 Hz
- Fréquence de sortie : 50/60 Hz +/- 0.1
- Facteur de Puissance ≥ 0.99
- Configuration de sortie : 3:3 /3:1
- THDv : $\leq 1\%$ (charge résistive plein charge)
- Surcharge : 130 % pendant au moins 10 min et 150 % pendant une minute
- Temps de transfert mode bypass : $< 1\text{ms}$
- Autonomie minimale à pleine charge 40 KVA : 5min
- Type de batterie : Plomb étanche
- Communication SNMP
- Fonction bypass statique : intégré, permettant un basculement automatique en cas de défaut
- Protection et supervision : intégrées (standard constructeur)

Le prestataire devra également assurer :

- L'installation complète de l'onduleur
- Les essais et mise en service
- La reprise des connexions existantes
- L'évacuation de l'équipement défectueux



- Visualisation de l'état des alarmes de l'onduleur sur une application conviviale via SNMP

3. Mise à niveau de la redondance électrique (double alimentation)

Dans le cadre de la sécurisation des équipements informatiques, le prestataire devra :

- Vérifier l'ensemble des équipements IT existants
- Identifier les équipements alimentés par une seule source
- Mettre en place une double alimentation effective (A/B) pour 100 % des équipements

Cela inclut :

- Le passage de nouveaux câbles si nécessaire
- L'équilibrage des charges entre les deux sources
- La vérification de la continuité et de la redondance
- L'Installation alimentation depuis armoire salle opérateur en 2eme étage vers local switch sous-sol -1.

4. Remplacement/installation des racks ATS

Le prestataire devra fournir, installer et mettre en service :

- 26*Rack ATS 8 Sorties au minimum : 7 x IEC **C13/C14** (10A) + 1 x IEC **C19/C20** (16A) au minimum.

Il est impératif que chaque sortie d'ATS soit dotée d'un câble d'alimentation compatible en assurant que tous les cordons doivent être :

- Conformes aux normes en vigueur
- Adaptés à l'environnement Datacenter
- Correctement étiquetés (source A / source B)

Ci-dessous les caractéristiques techniques de l'ATS :

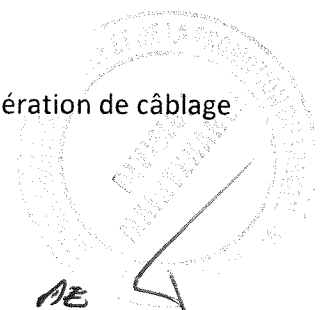
- Tension nominale : 230 V monophasé
- Courant nominal : 16 A
- Fréquence : 50 / 60 Hz
- Temps de transfert : 9 à 16 ms maximum
- Entrées : 2 sources d'alimentation distinctes
- Sorties : prises IEC (10 A et 16 A)
- Communication SNMP
- Visualisation de la source utilisée via une application web HTTPS conviviale

Les ATS devront permettre une commutation automatique entre deux sources électriques en cas de défaillance.

5. Travaux d'installation et câblage

Le prestataire devra assurer :

- Le câblage complet des équipements
- L'organisation des câbles (chemins de câbles, goulottes, etc.)
- Le repérage et l'étiquetage de toutes les liaisons
- La séparation physique des alimentations A et B
- La fourniture câbles, chemins de câbles et goulottes etc pour assurer l'opération de câblage



6. Objectif de la prestation

L'objectif final est de garantir :

- Une sécurisation à 100 % des équipements du Datacenter
- Une alimentation redondante (double source) pour chaque équipement
- Une réduction des risques de coupure
- Une conformité aux standards des Datacenters

7. Tests et validation :

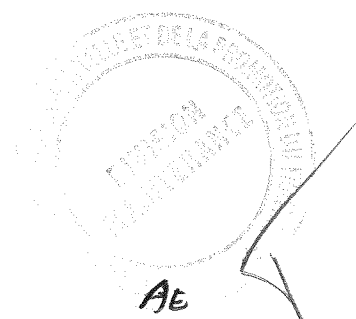
Le prestataire devra réaliser :

- Des tests de basculement (ATS et UPS)
- Des tests de charge
- Une vérification globale de la redondance
- Un rapport de mise en service détaillé

8. Documentation et livrables :

Le prestataire devra fournir :

- Schémas électriques mis à jour
- Plan de câblage
- Fiches techniques des équipements installés
- Rapport de mise en service
- Procédures d'exploitation



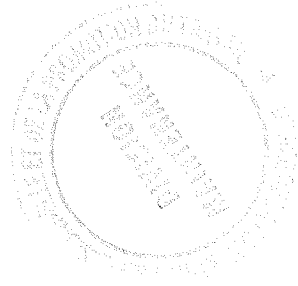
BORDEREAU DES PRIX - DETAIL ESTIMATIF

AO N° /2026

Objet : La réparation et la mise à niveau de l'alimentation électrique du DATACENTER au niveau du siège de l'OFPPT

Prix N°	Désignation	Unité	Qté	PU HT	Prix Total HT
1	La réparation et la mise à niveau de l'alimentation électrique du DATACENTER au niveau du siège de l'OFPPT	Forfait	1		
Montant Total HTVA					
Montant TVA (.....%)					
Montant Total TVA Comprises					

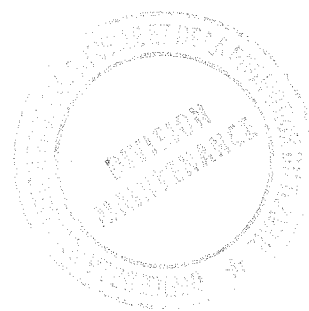
Le concurrent doit préciser le libellé de la monnaie conformément au règlement de la consultation
Fait à le
(Signature et cachet du concurrent)



DE

✓

LE SOUSMISSIONNAIRE	LE MAITRE D'OUVRAGE
<u>Lu et accepté</u>	<p>Le Directeur de l'Approvisionnement et de la Logistique PI</p> <p>Directeur d'Approvisionnement et de la Logistique PI interim</p>



ANNEXE N°01 :

- **Spécifications techniques des fournitures proposées par le concurrent et dont le dépôt des prospectus est obligatoire**

N.B : Les soumissionnaires sont invités à remplir la case « Proposition du soumissionnaire » en précisant les caractéristiques du matériel proposé.

- Tout article ne répondant pas aux spécifications demandées sera déclaré non conforme.
- Les colonnes « Désignation et caractéristiques techniques » et « Appréciation de l'administration » ne doivent pas être renseignées ou modifiées
- Le concurrent est tenu de renseigner pour chaque article la marque, la référence et les caractéristiques des fournitures proposées et ce, dans le cadre de la colonne « Proposition du soumissionnaire » et la ligne correspondante à l'article.
- Les valeurs des dimensions, longueurs, capacités, Doivent être renseignés d'une manière précise dans la colonne « Proposition du soumissionnaire ».
- Toutes les caractéristiques proposées doivent être conforme au prospectus déposées.

I N°	Désignation et caractéristiques techniques	Proposition du soumissionnaire	Appréciation de l'administration
01	<p>ONDULEUR 40 KVA</p> <ul style="list-style-type: none"> • Puissance nominale : 40 kVA • Entrée (Input) : Triphasé (3P + N + Terre) • Tension d'entrée entre 305 Vac et 485 Vac • Tension de sortie : Sélectionnable 380/400/415±1% • Courant maximal : 72 A • Fréquence d'entrée : 40-70 Hz • Fréquence de sortie : 50/60 Hz +/- 0.1 • Facteur de Puissance ≥ 0.99 • Configuration de sortie : 3:3 /3:1 • THDv : $\leq 1\%$ (charge résistive plein charge) • Surcharge : 130 % pendant au moins 10 min et 150 % pendant une minute • Temps de transfert mode bypass : $< 1\text{ms}$ • Autonomie minimale à pleine charge 40 KVA : 5min • Type de batterie : Plomb étanche • Communication SNMP • Fonction bypass statique : intégré, permettant un basculement automatique en cas de défaut • Protection et supervision : intégrées (standard constructeur) <p>Le prestataire devra également assurer :</p>	<p>Marque : Reference : Caractéristique proposée :</p>	

I N°	Désignation et caractéristiques techniques	Proposition du soumissionnaire	Appréciation de l'administration
	<ul style="list-style-type: none"> • L'installation complète de l'onduleur • Les essais et mise en service • La reprise des connexions existantes • L'évacuation de l'équipement défectueux • Visualisation de l'état des alarmes de l'onduleur sur une application conviviale via SNMP 		
02	<p>RACK ATS Rack ATS 8 Sorties au minimum : 7 x IEC C13/C14 (10A) + 1 x IEC C19/C20 (16A) au minimum</p> <ul style="list-style-type: none"> • Tension nominale : 230 V monophasé • Courant nominal : 16 A • Fréquence : 50 / 60 Hz • Temps de transfert : 9 à 16 ms maximum • Entrées : 2 sources d'alimentation distinctes • Sorties : prises IEC (10 A et 16 A) • Communication SNMP • Visualisation de la source utilisée via une application web HTTPS conviviale 	<p>Marque : Reference : Caractéristique proposée :</p>	

